

Burundi : l'opposition assigné au simple rôle de "faire-valoir démocratique"

RFI, 13/03/2020 Thierry Vircoulon (IFRI): au Burundi «L'opposition a un rôle de faire valoir démocratique» Six candidatures ont été validées en début de semaine pour la prochaine élection présidentielle au Burundi. Six sur les dix dossiers déposés. L'opposant Agathon Rwasa sera en course lors du scrutin du 20 mai, face au candidat du parti au pouvoir, le variste Ndayishimiye, le président sortant Pierre Nkurunziza ayant annoncé qu'il ne se représenterait pas.

Que retenir de cette affiche, quelle ouverture politique le CNDD-FDD, actuellement aux affaires, est-il en mesure de concéder ? Notre invité est Thierry Vircoulon, coordinateur de l'Observatoire pour l'Afrique centrale et australe de l'IFRI, l'Institut français des Relations internationales. RFI : Y-a-t-il des surprises dans la liste des six candidats validés pour la prochaine présidentielle au Burundi ? Thierry Vircoulon : Non, il y a peu de surprises dans cette liste. On y retrouve des figures qu'on attendait, en fait. Tout le monde s'attendait, en effet, à ce qu'Agathon Rwasa soit là pour l'opposition. En 2015, le rôle qui lui a été assigné par le régime est celui du faire-valoir démocratique. Il a été maintenu en place pour démontrer que le régime n'est pas un régime de parti unique, alors qu'en fait, il l'est. Qu'est-ce qui fait, à ce point, que le CNDD-FDD parvient à verrouiller ce point d'espace politique ? Le CNDD a, premièrement, poussé la plupart des leaders de l'opposition hors du pays. Ensuite, dans un deuxième temps, il a procédé avec chantage en offrant à ceux qui étaient tentés par le retour, la possibilité de revenir, mais à condition, évidemment, de passer de son côté et de chanter les louanges du CNDD-FDD. Et après, il contrôle le territoire burundais. C'est le parti qui est le plus présent dans toutes les provinces du pays, très solidement enraciné et avec les mécanismes de contrôle politique habituels sur la population : d'une part, le fait de fournir un certain nombre de services à la population contre son adhésion, et ensuite, le fait d'avoir une milice du parti qui joue un rôle de police et qui intimide la population. Ce qu'il faut rappeler, c'est que les élections ont été financées par les Burundais eux-mêmes. Est-ce que l'on sait comment les autorités ont réussi ce tour de force dans un pays qui est actuellement en crise ? Je crois qu'il y a eu deux voies de financement. La première, cela a été les caisses de l'État, puisque tous les ministres et toutes les agences publics ont été mis à contribution y compris l'armée, qui a versé son cot. Et après, cela a été aussi des contributions forcées. Un certain nombre d'entreprises approchées par le pouvoir qui a suggéré fortement de payer. Et il y a eu aussi, dans les collines, un certain nombre de consignes données par l'administration du territoire pour faire en sorte que les gens fassent des contributions. Les couleurs du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, seront portées par le général variste Ndayishimiye. Est-ce que le passage de Nkurunziza à Ndayishimiye marque une possible ouverture du système politique burundais, ou au contraire, est-ce que cela marque sa capacité à rester fermé en changeant de visage ? Je pense qu'on est plutôt dans la deuxième configuration. Et notamment, quand on regarde la biographie du général variste Ndayishimiye, premièrement, c'est un militaire, et deuxièmement, il est issu de ce groupe de généraux du CNDD-FDD qui dirigent le pays depuis, maintenant, longtemps. C'est plutôt un gage de continuité que de changement. Après on verra, évidemment, comment les cartes sont rebattues à l'intérieur du CNDD-FDD. Mais en tout cas, c'est ce parti qui reste aux commandes et va rester aux commandes avec les mêmes personnes, un groupe de généraux qui étaient déjà avec Pierre Nkurunziza et qui maintenant seront sur le devant de la scène. Cela me fait, en fait, beaucoup penser à ce qui s'est passé au Zimbabwe. Avec la fin de Mugabe, les militaires qui étaient, évidemment, derrière Mugabe dans les coulisses sont maintenant arrivés pleinement sur la scène politique. Ils sont aux commandes. Je pense que c'est un peu la même chose qui se passe au Burundi. Justement, qu'est-ce que cela nous dit des rapports de pouvoir entre Pierre Nkurunziza et le CNDD-FDD ? Est-ce qu'on peut dire que le CNDD-FDD a pris le dessus sur Nkurunziza ? Quand on parle du CNDD-FDD, il faut surtout parler de ce groupe de généraux, qui constituent le leadership historique du CNDD-FDD, et qui, en effet, ont sans doute fait comprendre à Pierre Nkurunziza qu'il fallait maintenant, après trois mandats, qu'il passe la main. Je pense que cette négociation interne a eu lieu. C'est, comme je le disais, un groupe assez restreint, de personnes. L'opposition et la société civile accusent le pouvoir d'ethniciser le discours politique à l'heure actuelle. Est-ce que, selon vous, c'est une critique qui est fondée ? C'est une critique qui n'est pas nouvelle. C'était déjà le cas après la crise de 2015. On peut dire que l'opposition reste sur la même position. Le CNDD-FDD est toujours présent comme le défenseur de la catégorie, des Hutus considérés comme marginalisés pendant très longtemps, par rapport à une élite tutsie plus particulièrement de la région de Bururi. Donc je pense qu'ils vont continuer à jouer cette carte.